éducation Sud Solidaires
HAUTE-GARONNE
HAUTES-PYRÉNÉES

L'armée à l'école :

Petit guide pour comprendre et éradiquer un fléau multi-centenaire

- Docteur, je ne comprends pas, mon enfant est rentré de l'école avec plein de petites tâches kaki sur le corps, est-ce grave ?
- Mmh, je vois, ça a tout l'air d'être une « fièvre kaki systémique », autrement appelée la « bidassite aigüe ». Nous avons du mal à nous départir de ce fléau ! Mais ne vous inquiétez pas ; ça peut se guérir !

Historique des grandes vagues de contamination

On dit de ce mal qu'il est vieux comme l'État, peut-être échappé d'un laboratoire de la Troisième République quand Jules Ferry annonçait en 1881 : « Nous voulons pour l'école des fusils ! Oui le fusil, le petit fusil que l'enfant peut manier dès l'école ; dont l'usage deviendra pour lui chose instructive ; qu'il n'oubliera plus, et qu'il n'aura plus besoin d'apprendre plus tard. Car ce petit enfant, souvenez-vous en, c'est le citoyen de l'avenir, et dans tout citoyen, il doit y avoir un soldat toujours prêt ». Ou alors, l'année suivante, lorsqu'il crée les bataillons scolaires… En tout cas, la forme moderne de cette fièvre semble surgir à partir des années 80, lorsque le PS et sa suite mettent en place différents protocoles accélérant la contamination dans le monde éducatif. On pense notamment aux protocoles :
- Hernu/Savary de 1982
- Chevènement/Jospin de 1989
- Alliot-Marie/De Robien de 2007
-Défense/Education relatif aux ERS (Établissements de Réinsertion scolaire) de 2010
- Vallaud-Belkacem / Le Drian de 2016

Concrètement, qu'ont déclenché ces vagues successives de « protocoles armée-école » ? La mise en place par l'armée de formations continues pour les enseignant.es, la venue de militaires au sein des écoles, collèges et lycées pour proposer aux élèves de faire carrière dans la marine ou les commandos, l'invitation faite aux enfants de monter dans des chars d'assaut (Dassault ??), à visiter des bases militaires, à admirer des Mirages 2000, à enfiler des casques pour visiter un sous-marin nucléaire d'attaque…
Mais ce n'est pas tout, il faut avoir en tête d'autres événements historiques qui ont favorisé la diffusion de ce mal sournois et de cette épidémie rampante :
- en 1997, on croyait avoir fait un grand pas vers une guérison collective lors de la mise en sommeil du service militaire obligatoire. Malheureusement, celui-ci a muté vers une forme plus insidieuse qu'on nomma « Journée défense et citoyenneté » (JDC), ou à partir de 2011 : « Journée d'appel de préparation à la défense » (JAPD).

52, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE
PERMANENCES LES JEUDIS
sudeduc31@sudeducation.org
www.sudeduc31.org
05 62 14 66 74

- souvenons-nous également du variant « cadet de la défense » : « une découverte des armées et de leurs métiers. Le programme comprendrait plusieurs demi-journées par mois au sein d'une formation militaire ainsi qu'un camp d'été de quelques semaines. ». Des animations conjointes entre des militaires et des enseignant.es volontaires sont proposées au même titre que l'option foot le mercredi après-midi. Au programme de cette option faussement sanitaire « pour un esprit sain dans un corps sain », la participation à une cérémonie de levée des couleurs et d'hommage aux morts, une séance sur les batailles et la stratégie militaire, la connaissance des nouvelles formes de guerre, etc. Une véritable formation militaire en somme !
- Et comment oublier également les CDSG (Classes Défense et Sécurité Globale) : « les CDSG offrent des temps de rencontres et d'activités avec des militaires pour donner aux élèves des repères pour comprendre la défense et la sécurité nationale, à travers ses acteurs et ses enjeux, son histoire, sa mémoire et son patrimoine. Elles contribuent également à la construction des parcours éducatifs (citoyen, avenir, artistique et culturel, et de santé) de chaque élève. Les CDSG sont l'un des dispositifs majeurs du plan égalité des chances du ministère des armées. Elles participent au lien armées – jeunesse ». Ces classes sont notamment responsables du triste épisode d'Arcis-sur-Aube où une classe de 4° a dû subir un diaporama présentant le parcours d'un officier de liaison dans l'armée britannique… Ou encore, ce drame de 2016 à Lyon où des élèves en CAP Vente ont été victimes d'un jeu de piste géant encadré par des militaires afin de découvrir « le leadership et la prise de décision en situation de crise » en « faisant face à des situations insurmontables». Et que dire de cet « atelier de découverte » en 2015 en Moselle, au cours duquel des écolier-e-s s'étaient retrouvé-e-s avec de vrais fusils d'assaut entre les mains ! Tout ceci pour arriver à la dernière mutation de grande ampleur à laquelle nous sommes confronté.es en ce moment : le SNU (Service National Universel).

Les dérives des partenariats École-Armée auraient dû nous alerter depuis longtemps sur la gravité de l'infection militariste au cœur du système éducatif.

Pathologie et diagnostic de l'embrigadement

Comment analyser cette volonté récurrente de l'État, depuis tant d'années, de vouloir à tout prix inoculer aux plus jeunes l'idée selon laquelle s'entre-tuer pour un chef, une frontière ou un drapeau aurait une quelconque noblesse ? Les symptômes permettant de reconnaître et de diagnostiquer cette « fièvre kaki systémique » ne sont pas toujours faciles à reconnaître. Tentons d'y voir plus clair et passons au scanner politique cette volonté de mise au garde-à-vous de la jeunesse.

Ces partenariats malsains entre l'école et l'armée n'ont rien de bénin. La France « Black Blanc Beur » de 1998 a vécu pour laisser place à un racisme bien plus décomplexé et assumé de la part de l'ensemble, ou presque, de la classe politique. Nous assistons, depuis des années, à un fort repli identitaire de la société française, qui fantasme toujours plus d'ennemis extérieurs et intérieurs. Dans ce contexte politique, les tensions sont parfois vives et l'Éducation nationale n'est pas épargnée par les conséquences de cette militarisation toujours plus forte.
L'offensive idéologique sur les « valeurs de la République » permet aux gouvernements successifs de mettre au pas toute volonté de contestation. La manœuvre est habile : tou.tes ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec les « valeurs de la République » sont de fait anti-républicain.es. Nous assistons donc, en particulier depuis les années Blanquer, à une véritable chasse aux sorcières. Nous le constatons régulièrement avec des sanctions envers des collègues après des mouvements de lutte et de grève. Et les personnels ne sont pas les seuls concernés. La gangrène de la répression touche aussi les élèves qui sont très régulièrement agressé.es par la police avec des gaz lacrymogènes ou des tirs de flashball. Personne n'a oublié « la classe qui se tient sage », des dizaines de jeunes de Mantes-la-Jolie mis.es à genoux, les mains sur la tête.

Non seulement la police effectue ce jour-là une action d'une violence extrême face à des mineur.es, mais en plus les flics présent.es rigolent de cette intervention. Ce manque de discernement, ces humiliations volontaires sont alarmantes et révélatrices de la violence systémique qui gangrène la société dans ses administrations. Ce sont le plus souvent les jeunes des quartiers populaires qui sont la cible de ces politiques. Le fantasme de l'ennemi intérieur permet aux gouvernements de justifier ces actes de répression sans que la société ne s'en émeuve plus. Ceci en totale corrélation avec la propagande idéologique que nous quotidiennement concernant la grandeur de la Nation, la défense de la Patrie, la place de la France dans le monde.

Le résultat du scanner politique est déjà très inquiétant. Celui de la radiographie idéologique n'est pas plus rassurant ! En effet, le fléau de la fièvre kaki n'atteint pas la jeunesse que dans son corps mais tente de s'insinuer insidieusement dans sa tête à grands renforts de propagandes.

Comment ne pas s'inquiéter de la main-mise toujours plus grande de certaines multinationales liées à la vente d'armes sur les éditions de manuels scolaires ? Vincent Bolloré, via son groupe, est en passe de racheter Hachette, alors qu'il est déjà propriétaire d'Editis. Il deviendrait ainsi, dans ce secteur de l'édition, propriétaire de 84% du parascolaire et de 74% du scolaire. Au-delà du très important problème de propagande insidieuse que cela pose, Bolloré est également lié à l'armée française par les contrats de ses différentes entreprises dans la logistique militaire de l'armée française, notamment en Afrique. De ce fait, sa maîtrise du monde de l'édition en France, et en particulier dans le domaine scolaire, pose la question des messages qui seront transmis aux élèves au travers des manuels scolaires. Pour rappel, Bolloré est également propriétaire de Canal+, Cnews, C8, de nombreux journaux (magazines de Prisma Media, JDD, Paris Match). Y a t-il un espace d'expression que Bolloré ne compte pas racheter ? Nous citons Bolloré mais nous pourrions également citer d'autres groupes présents dans ces domaines.

Le contexte international actuel est lourd de dangers : guerres et fortes tensions internationales, sur fond de « dissuasion nucléaire » aussi nommée « équilibre de la terreur », pandémie qui court toujours du fait de politiques de santé désastreuses et de business des labos pharmaceutiques, montée des idées brunes et retour de l'extrême-droite dans trop de pays, y compris cette prétendue « Douce France » qui est pourtant gravement malade : pendant que la police veille au maintien de l'ordre dans les quartiers populaires et que la répression s'abat sur les militant.es, la patrie s'honore d'être le troisième marchand d'armes du monde, des grandes entreprises françaises réalisent de juteux profits en armant tous les belligérants sans distinction mais surtout ceux qui ont de la thune, les interventions militaires de l'impérialisme français dans ses ex-colonies d'Afrique tout comme dans ses colonies actuelles (massacre de kanaks à la fin des années 80, RAID et GIGN dans les Antilles en 2021), sèment le chaos…

Le diagnostic n'est vraiment pas bon. Heureusement, des traitements efficaces existent. À nous de soigner, réparer et reconstruire une école émancipatrice dans une société solidaire !

Combattre l'embrigadement idéologique et l'impérialisme fauteur de guerres :

Il existe plusieurs façons de se prémunir contre ce mal, des gestes simples, au quotidien, permettent de se tenir à distance de cette fâcheuse bidassite aigüe ! Mais sachons que la prophylaxie ne fonctionnera que si nous sommes le plus grand nombre à la tenir !

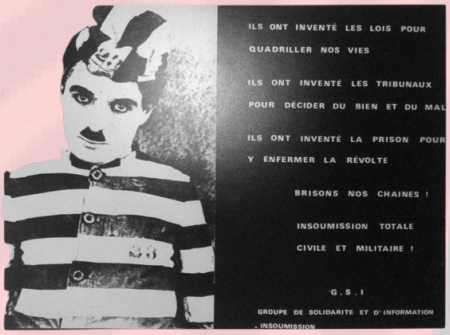
- appeler à refuser le SNU et la mise au pas de la jeunesse : Dés les années 80, la résistance à l'intrusion de l'armée dans les écoles s'organise : plus de 60 collectifs départementaux « anti-symbiose » se créent, des revues anti-militaristes sont publiées comme Le Rire (Réseau d'Information aux Réfractaires) ancêtre du journal marseillais CQFD toujours vivant ou la brochure « Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement » du COT d'Albi (Collectif des Objecteurs Tarnais).

Dans les manifestations, on entend un tonique slogan : « Une Ecole sans curé, une école sans patron, une école sans armée, une école émancipée ! ». De la pure vitamine pour s'affranchir de la soumission à l'autorité d'où qu'elle vienne ! Ne nous en privons pas. Participons aux comités locaux contre le Service National Universel pour exiger son arrêt immédiat et la réorientation de ce budget (un « pognon de dingue »!) pour l'éducation, la santé, la vie associative et culturelle, des services publics dignes de ce nom...

Les jeunes n'ont pas besoin que des militaires en képi viennent leur faire la leçon sur la nécessité de l'engagement. Ils et elles s'engagent déjà... mais pas pour la guerre impérialiste ! Luttes contre le racisme et les violences policières, mobilisations pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour ledroit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

- dénoncer la production et les ventes d'armes, boycotter les manuels « Bolloré » : l'argent n'a pas d'odeur et les capitalistes ne cherchent que leurs profits immédiats. Produire et vendre des armes aux quatre coins de la planète est une de ces activités lucratives qui alimentent des conflits au détriment de la coopération et de la solidarité entre les peuples. Rappelons que plusieurs centaines de milliers de yéménites sont tombé.es récemment sous des balles de fabrication françaises. Le fait que ces mêmes marchands de mort s'accaparent des éditions scolaires comme la famille Dassault ou le groupe Bolloré est un danger pour l'école, que nous voulons démocratique et émancipatrice. Tout comme les dockers qui refusent de charger les containers contenant des armes, affranchissons-nous de ces maisons d'éditions qui virent couleur kaki et construisons nos propres outils pédagogiques.

- Travaillons à développer la solidarité internationale et soutenons les peuples des anciennes colonies françaises en Afrique, ainsi que des colonies actuelles, qui dénoncent la présence de l'armée française dans leur pays et demandent son départ. La « grandeur de la France » est chère aux présidents qui se succèdent, aux nationalistes et aux patriotes qui nous inondent de discours nauséabonds, aux fascistes et aux racistes qui pullulent dans le paysage politique actuel… Mais qui expliquera aux enfants que cette place française sur la scène internationale est basée sur une histoire coloniale sanglante, une exploitation éhontée des peuples, un pillage de ressources minières qui ne nous appartiennent pas, une vision raciste du monde qui conduit à mettre en place un tri très sélectif dans l'accueil des immigrant.es et des réfugié.es ? Qui, sinon une école débarrassée des patrons, des marchands de canons, des curés, des flics... et de la « bidassite aiguë » qui motive cet écrit ! L'école, celle que nous voulons, doit permettre aux enfants de devenir des adultes libres, confiant.es et émancipé.es, capables de réfléchir à des solutions pour permettre l'accès universel à l'eau potable, plutôt qu'à développer des avions de combat... L'armée à l'école, c'est une grave entrave contraire à cette éducation : dehors les casqués !



Nous ne sommes pas les premier.ères à être confronté.es au virus kaki et à la propagande militariste. Revisitons l'histoire populaire pour trouver nos propres armes pour le combattre et refuser ce monopole de la violence à l'État et son armée. Comme par le passé, le remède passe par le refus d'obéir et de se soumettre. L'engagement, quel qu'en soit la stratégie, doit se faire avec une perspective révolutionnaire. Salut aux Communard.es de 1871, aux mutins de 1917, aux antifascistes des Brigades Internationales, au groupe Manouchian, aux combattant.es du FLN et aux déserteurs qui ont refusé de participer à la guerre d'Algérie, aux paysan.nes du Larzac, aux objecteurs de conscience d'hier et d'aujourd'hui, aux militant.es du quotidien qui changent le monde, aux insoumis.es et aux rebelles qui ne se laissent ni manipuler, ni embrigader…

N'effaçons pas leurs traces, suivons les !